En solidarité avec les cheminot.e.s : Lorsque tout sera privé, nous serons privé.e.s de tout

vendredi 6 avril 2018, par Etudiant.e.s et personnels de l'Université de Strasbourg (Date de rédaction antérieure : 5 avril 2018).

« Etudiant·e·s et personnels de l'Université de Strasbourg, nous comptons parmi les premier·e·s usager·e·s de la SNCF. Pour nombre d'entre nous, les trains publics sont le lien entre nos lieux d'études et nos familles, nos lieux de travail et nos domiciles. »

Ce 4 avril les étudiant.e.s de l'université de Strasbourg ont été violemment expulsé.e.s du Palais universitaire par les CRS. C'est la seconde fois en deux semaines, après la tentative d'occupation du 22 mars. Entre ces deux dates, six d'entre eux ont été tabassés sur le campus universitaire par les fascistes du Bastion social. Voir ICI le communiqué de l'intersyndicale. La lutte contre l'extrême droite et le combat contre le néolibéralisme autoritaire de Macron ne sont pas séparables pour elles et pour eux. Leur intelligence politique et leur courage montrent la voie à leurs aînés et interpellent fortement les personnels des universités dont certains imaginent pouvoir lutter par procuration. Notre place est aux côtés des étudiant.e.s et lycéen.ne.s qui font l'épreuve de l'engagement vrai, et non dans des commissions de sélection qui institutionnalisent le tri social. Il faut lire et diffuser largement cette motion de solidarité avec les cheminot.e.s, adoptée ce 4 avril en assemblée générale à l'Université de Strasbourg. Les étudiant.e.s sont l'avenir de l'université, une salve d'utopie qui réinvente la fraternité.

"Etudiant.e.s et personnels de l'Université de Strasbourg, nous comptons parmi les premier.e.s usager.e.s de la SNCF. Pour nombre d'entre nous, les trains publics sont le lien entre nos lieux d'études et nos familles, nos lieux de travail et nos domiciles. En tant que tel.le.s, nous apportons notre total soutien aux cheminot.e.s dont la lutte vise principalement à préserver ce service public qui nous est essentiel.

Le statut de cheminot.e est une réelle protection pour tou.te.s les usagèr.e.s des transports ferroviaires car il garantit que l'objectif premier des travailleur.euse.s du rail est notre sécurité. Les « avantages » dénoncés par les médias et les personnalités politiques n'en sont pas. La partie de salaire mutualisée (que le pouvoir présente systématiquement comme une « charge sociale » et non un salaire, surtout lorsqu'elle est à payer par l'employeur) des cheminot.e.s est plus importante que pour le reste des salarié.e.s, notamment en ce qui concerne les cotisations retraites. Si les cheminot.e.s peuvent théoriquement partir à la retraite plus tôt, l'espoir d'une retraite à taux plein leur interdit quasiment d'utiliser ce droit.

Nous ne sommes pas dupes des annonces qui sont faites sur l'absence de privatisation de la SNCF. En confiant la gestion des petites lignes aux régions, le gouvernement organise la faillite du système ferroviaire de proximité, tout comme il organise la faillite du système de retraite des cheminot.e.s en n'engageant plus personne sous leur statut.

Les cheminot.e.s et leur statut ne sauraient être tenu.e.s pour responsables de la dette de la SNCF.

Celle-ci prend son origine à la création de la SNCF lorsque les entreprises ferroviaires endettées ont été nationalisées en même temps que leurs déficits. Elle est depuis entretenue par les dirigeant.e.s de la SNCF et les politiques qui réclament, pour desservir leurs circonscriptions, villes ou régions, des projets inutiles et coûteux comme les lignes à grande vitesse.

En cas de privatisation de la SNCF, les compagnies de transports ferroviaires, pour faire des bénéfices en partant d'une situation d'endettement, n'hésiteront pas à précariser les personnels du rail, à négliger l'entretien du réseau nécessaire à notre sécurité et bien sûr à augmenter fortement les prix des billets. Comme dans tous les autres domaines publics privatisés, une telle casse conduira à des services à deux vitesses : TGV pour les classes sup' et Bus Macron pour les autres. Cela s'est vu dans tous les pays qui ont privatisé ce type de transport.

Plutôt que de dénoncer les prétendus avantages des cheminot.e.s nous encourageons les travailleur.se.s à réclamer que leurs statuts se rapprochent de ceux des fonctionnaires de la SNCF.

Nous soutenons donc les cheminot.e.s dans leurs luttes, et les suivrons dans celles-ci dans un souci de convergence.

Lorsque tout sera privé, nous serons privé.e.s de tout.

Etudiant.e.s et personnels de l'Université de Strasbourg

P.-S.

* MEDIAPART : BLOG POLARED - PETIT OBSERVATOIRE DES LIBERTÉS ACADÉMIQUES. RECHERCHE, ENSEIGNEMENT, DÉMOCRATIE. 5 AVR. 2018 : https://blogs.mediapart.fr/pascal-maillard/blog/050418/lorsque-tout-sera-prive-nous-serons-prive-e-s-de-tout

* Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.